

Politique d'éducation et évolution de l'école en Autriche

Karl Heinz Gruber

Traducteur : Werner Zettelmeier



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ries/10143>

DOI : [10.4000/ries.10143](https://doi.org/10.4000/ries.10143)

ISSN : 2261-4265

Éditeur

France Education international

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2020

Pagination : 36-42

ISBN : 978-2-85420-628-9

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Karl Heinz Gruber, « Politique d'éducation et évolution de l'école en Autriche », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 85 | décembre 2020, mis en ligne le 01 décembre 2020, consulté le 25 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ries/10143> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.10143>

Ce document a été généré automatiquement le 25 mai 2021.

© Tous droits réservés

Politique d'éducation et évolution de l'école en Autriche

Karl Heinz Gruber

Traduction : Werner Zettelmeier

NOTE DE L'ÉDITEUR

Article traduit de l'allemand par Werner Zettelmeier.

- 1 Contrairement à la Suède, à la Finlande, aux Pays-Bas et à l'Australie, l'Autriche ne fait pas partie des pays de l'OCDE réputés pour leur propension à l'innovation et pour donner des impulsions novatrices à l'évolution internationale des systèmes scolaires. Bien au contraire, tout comme l'Allemagne et la Suisse alémanique, l'Autriche fait figure de « village gaulois » qui résiste à la réforme et dont la caractéristique fondamentale est le maintien de la différenciation du premier degré de l'enseignement secondaire et de la sélection précoce des enfants, qui en est la conséquence inévitable. Le problème de la structure du système scolaire et l'absence d'une réforme de ce dernier sont au cœur des propos qui vont suivre.
- 2 Alors que dans la plupart des pays, il existe une multitude de mémorandums, de « livres blancs » et d'autres formes élaborées de conceptualisation par écrit de la politique éducative, l'Autriche ne compte que très peu de publications (par exemple Industriellenvereinigung, 2016) qui auraient pu servir d'élément déclencheur ou catalyseur pour un discours nuancé, approfondi et public sur l'éducation. L'absence d'un plan national en la matière reposant sur des valeurs, principes et objectifs démocratiques fondamentaux tels que l'impartialité, l'égalité des chances, l'efficacité, l'autodétermination et la qualité de l'école, à l'aune duquel des initiatives de réforme peuvent être évaluées en fonction de leur cohérence et compatibilité systémiques ainsi que la réalisation d'un certain nombre de standards de performance, est notable.
- 3 Une large partie de la population adhère à une conception darwiniste en matière d'éducation, selon laquelle il existerait une minorité d'enfants « doués » qu'il convient

de sélectionner pour des établissements secondaires (lycées) menant ces élèves dans le cadre d'un parcours exigeant de huit ans à la *Matura* (baccalauréat), tandis qu'il faudrait préparer la majorité d'enfants à une formation professionnelle dans les établissements scolaires moins exigeants (*Mittelschulen*) d'un point de vue intellectuel. Cette représentation statique de la capacité à apprendre est erronée, comme le montre le doublement de la part des bacheliers au cours des dernières décennies, qui s'élève actuellement à 40 % d'une classe d'âge de la population scolaire.

- 4 En Autriche, les résultats de la recherche empirique en matière d'éducation trouvent un écho mitigé qui oscille entre aversion et refus d'en prendre connaissance. Beaucoup d'enseignant(e)s sont réticent(e)s à l'égard des tests et d'une évaluation standardisée des élèves, alors qu'ils/elles devraient savoir que leur évaluation individuelle de l'élève est inévitablement subjective et peu fiable. La critique largement répandue des évaluations internationales dans le cadre des enquêtes Pisa de l'OCDE méconnaît la nécessité d'objectiver et de calibrer les performances des élèves comme celles des établissements. Initiés par l'OCDE, des rapports nationaux relatifs au système éducatif sont publiés tous les trois ans depuis 2009 par des équipes d'experts. Ils mettent en évidence de façon minutieuse, nuancée, loin de tout soupçon d'instrumentalisation politique et en s'appuyant sur des données nombreuses, la performance insatisfaisante dans beaucoup de domaines du système scolaire autrichien. L'impact de ces publications sur la scène politico-parlementaire et les médias est faible. Le côté superficiel, la pauvreté et l'irréalisme du discours public sur l'école et sur l'éducation tiennent également au fait que l'Autriche n'a jamais eu des médias de masse nationaux spécialisés en éducation comme le *Times Educational Supplement*, *Le Monde de l'éducation* ou encore la *Schweizer Lehrerzeitung*, qui auraient pu servir de forums intellectuels pour les enseignants, la recherche en éducation et la politique scolaire.
- 5 Au risque de s'aventurer dans la réduction audacieuse d'un phénomène social complexe, il est cependant possible de considérer la différenciation du premier degré de l'enseignement secondaire en deux filières comme le pendant scolaire de la persistance d'une mentalité pré-démocratique qui repose sur l'idée de l'existence d'une stratification sociale en deux états. Cette mentalité est perceptible également dans d'autres domaines de la société autrichienne et est acceptée comme « allant de soi », comme la distinction entre le *Bildungsbürgertum*¹ et le « peuple », la différence faite par les médias entre familles proches du système éducatif et celles qui en sont éloignées, ou celle de la médecine à deux classes dans les hôpitaux... Obtenir la *Matura* est considéré comme le droit d'entrée dans l'état des « cultivés » et constitue pour des parents étant eux-mêmes passés par le lycée la condition indispensable, et qu'il faut obtenir à tout prix, pour préserver le statut social de la famille.

Retour sur l'évolution de l'école en Europe

- 6 Après des phases plus ou moins longues d'expérimentation de réformes pilotes dans leurs systèmes éducatifs respectifs, la plupart des pays ont procédé au remplacement des systèmes d'enseignement secondaire traditionnels, articulés autour d'une sélection précoce, par des systèmes d'écoles intégrées. Ces derniers se caractérisent par un trait systémique commun : jusqu'à la fin de l'obligation scolaire, tous les élèves devaient fréquenter un même type d'école au sein duquel la différenciation s'effectue par l'individualisation, par une subdivision des classes à enseignement de base et d'autres à

enseignement renforcé dans une matière, et par l'introduction de matières optionnelles. C'est seulement après ce parcours commun à tous les élèves qu'une différenciation selon des filières d'enseignement général ou professionnel visant des profils d'éducation et de formation différents devait intervenir. Trois modèles, organisés par niveaux dans le parcours scolaire, étaient au choix : la version de base « scandinave » comprenant la totalité de la scolarité obligatoire de neuf ans, la version impliquant une séparation de l'école élémentaire et d'un premier degré unique de l'enseignement secondaire (Italie et France) ou la version longue anglo-américaine comprenant la totalité de l'enseignement secondaire en un seul et même établissement.

- 7 En raison de la langue commune, de la tradition commune relative aux fondements théoriques de l'éducation et de l'interdépendance très forte des médias, l'Allemagne est pour l'Autriche la référence étrangère prioritaire. En suivant le modèle allemand, l'Autriche a participé au mouvement de modernisation des systèmes éducatifs européens. Dans les deux pays, des modèles alternatifs ont vu le jour, des projets pilotes ont été développés, souvent dans des conditions peu favorables. Les deux nations n'ont cependant pas pu mettre à profit cette « fenêtre d'opportunité ». Le changement de cap en matière de politique éducative, soutenu par le néolibéralisme transatlantique des années 1970 et 1980, a freiné l'élan réformateur qui, par ailleurs, n'a jamais été soutenu avec conviction par une grande partie de la bourgeoisie cultivée et des élites conservatrices dans les deux pays. Dans l'Allemagne réunifiée, des établissements secondaires (pseudo-)intégrés occupent, comme types d'établissements supplémentaires selon les *Länder*, un statut différent, en général inférieur par rapport aux types d'établissements traditionnels déjà existants. Aucun des *Länder* allemands (qui sont autonomes en matière de politique d'éducation) ne dispose d'un véritable système d'écoles intégrées (Gruber, 2009 ; Tillmann, 2012). En Autriche, le parti ÖVP² a mis fin aux projets pilotes en matière de politique scolaire, en dépit d'une évaluation positive de ces derniers, en refusant tout simplement d'accorder ses voix pour former une majorité des deux tiers, nécessaire au Parlement pour assurer la pérennité de ces projets.
- 8 En Allemagne, tout comme en Autriche, le fait « de ne pas toucher au lycée » (Tillmann, 2012) va de pair avec l'affirmation d'un « civisme plus rude », terme que Heitmeyer (2011) utilise pour caractériser le refroidissement du climat social. Les couches sociales moyennes appréhendent de plus en plus une inflation des diplômes scolaires et universitaires et s'éloignent progressivement des valeurs sociales telles que la solidarité, l'équité et l'égalité des chances. On cherche à capitaliser les opportunités (« *opportunity hoarding* », ce qui se traduit dans le domaine de l'éducation, entre autres, par le fait qu'on insiste sur la nécessité d'assurer la pérennité de lycées conférant des privilèges, et qu'on revendique la protection de ces établissements contre les « inadaptés sociaux et culturels »).

Les acteurs politiques et leurs jeux de pouvoir

- 9 Comparant, dans les années 1970, les discours sur les réformes scolaires dans six pays européens, une équipe de l'Institut Max-Planck de Berlin spécialisée dans la recherche sur l'éducation constatait cette spécificité autrichienne d'une polarisation particulièrement forte et rigide entre deux camps s'affrontant avec malveillance et hostilité : d'une part le parti social-démocrate autrichien (SPÖ), partisan d'une

intégration du premier degré de l'enseignement secondaire et, de l'autre, l'ÖVP, en tant que parti protecteur du lycée de huit ans avec une sélection précoce (Robinsohn, 1975). Pendant des décennies, ces deux partis obtenaient des résultats électoraux comparables autour de 40 % et gouvernaient ensemble dans des coalitions.

- 10 Le SPÖ demande depuis des décennies, de façon officielle et par principe, l'introduction d'une école intégrée, mais cette revendication n'est jamais devenue, dans les négociations pour former des coalitions gouvernementales, une condition *sine qua non*. Le parti se contentait le plus souvent de compromis peu satisfaisants ou de retouches peu crédibles qui ne changeaient rien à la structure sélective de base de l'enseignement secondaire. La raison principale pour la marge de manœuvre restreinte du SPÖ est à chercher dans le fait que l'adoption des lois sur le système scolaire requiert une majorité de deux tiers au Parlement.
- 11 La politique scolaire du parti conservateur ÖVP repose sur la re-confir­mation récurrente, quasi religieuse, du lycée dans sa version longue en huit ans. Le parti ne prend pas connaissance des résultats de recherches scientifiques prouvant le manque de fiabilité de la sélection précoce et les conséquences négatives de cette dernière sur les enfants issus de familles éloignées du système éducatif, ainsi que le fait que l'existence de deux types d'établissements au niveau du premier degré de l'enseignement secondaire représente un coût élevé, tant d'un point de vue économique que du point de vue de chaque établissement. Pour les *Länder*³ de l'Autriche occidentale gouvernés par l'ÖVP, la région du Tyrol du Sud faisant partie de l'Italie, mais avec laquelle l'Autriche entretient une forte relation affective, est une épine dans la politique éducative du parti conservateur. Lorsqu'en 1962, l'Autriche réaffirmait, par une loi sur l'organisation scolaire, la structure traditionnelle sélective dans l'enseignement secondaire, l'Italie – et donc le Tyrol du Sud – introduisait à la même époque un système d'enseignement secondaire intégré. Cette réforme structurelle engendrait une refonte très large du système scolaire italien concernant les programmes et les méthodes d'enseignement, la formation des enseignants et la construction des établissements. Cette modernisation a eu pour résultat un degré de satisfaction élevé de la population de la région concernant le système scolaire. Le Tyrol du Sud obtient dans les études internationales Pisa, de façon récurrente, de meilleurs résultats que le Tyrol du Nord autrichien. Des tentatives timides de réforme du Tyrol du Nord et du *Vorarlberg*, deux *Länder* de l'Autriche occidentale voisins du Tyrol du Sud, ont été victimes de la communication contrôlée exercée par les instances dirigeantes de l'ÖVP à Vienne.
- 12 L'acteur le plus puissant dans le lobby (informel) autrichien qui s'oppose à l'école intégrée est sans doute le syndicat des enseignants de lycée, au sein duquel domine le courant conservateur des syndicalistes chrétiens, proche de l'ÖVP. Ces derniers craignent deux conséquences d'une réforme introduisant l'école intégrée : d'une part la perte d'un statut social et de privilèges statutaires traditionnels liés à leur fonction d'enseignant de lycée, d'autre part la perspective de ne plus enseigner à des classes avec des élèves triés sur le volet, mais à des classes hétérogènes. Cette politique hostile à l'école intégrée poursuivie par l'ÖVP est largement ancrée chez les enseignants. De façon curieuse, on trouve ses traces même dans le positionnement des enseignants des *Haupt- et Mittelschulen*, à l'encontre même de leurs intérêts.
- 13 L'Église catholique autrichienne n'adopte pas de position explicitement hostile à l'école intégrée, mais elle se prononce en faveur d'un système d'enseignement secondaire

« différencié », qui est de fait un système sélectif, puisqu'elle gère un grand nombre de lycées privés, et donc payants. Ses dirigeants expliquent l'attractivité de ces établissements et le nombre croissant d'élèves qu'attirent ses lycées depuis quelques années par la qualité de l'enseignement dispensé et le bon climat scolaire qui y règne, tout en passant sous silence deux aspects fondamentaux : d'abord l'auto-sélection des parents proches du système éducatif et issus des couches sociales moyennes et supérieures pour lesquels les droits scolaires à payer ne constituent pas un problème, ensuite le fait que les établissements catholiques font office de rempart contre les enfants issus des familles éloignées du système éducatif, non germanophones et surtout musulmanes.

Le *statu quo* scolaire

- 14 L'Autriche est actuellement (automne 2020) gouvernée par une coalition formée par l'ÖVP et le parti les Verts, comme partenaire junior. Pour ne pas mettre en danger la « paix de la coalition », les Verts renoncent non seulement à l'introduction de l'école intégrée, mais sont même disposés à mettre en œuvre, sans le dire ouvertement, les mesures ségrégationnistes du ministre conservateur de l'ÖVP chargé de la politique scolaire. Ainsi, à l'avenir, la décision pour un parcours scolaire dans un lycée ou dans un établissement autre qu'un lycée ne devrait plus être prise, comme jusqu'à présent, sur la base des notes obtenues au premier semestre de la quatrième classe de l'école élémentaire, mais à l'aide d'un test permettant de « pronostiquer l'aptitude professionnelle » dans la troisième classe, à l'âge de 9 ans. Les enfants de familles non-germanophones issues de l'immigration seront scolarisés à part, dans des « classes d'allemand de soutien » et ne pourront passer dans des classes normales que s'ils ont atteint une compétence linguistique minimale. Le redoublement, peu pratiqué depuis deux décennies dans les écoles élémentaires, doit être réintroduit de façon contraignante à partir de la deuxième classe.
- 15 Après l'école élémentaire de quatre ans, environ 37 % des élèves intègrent le lycée d'enseignement général (*Allgemeinbildende höhere Schule* : AHS), d'une durée de huit ans, les deux tiers restants se dirigeant vers la *Mittelschule*. Pour l'ÖVP, la préservation de la forme longue du lycée est une « vache sacrée » de sa politique d'éducation, bien qu'il soit de notoriété publique que presque la moitié des élèves de l'AHS changent de type d'établissement au bout du premier cycle de quatre ans (ou ont été « rétrogradés » vers une *Mittelschule* à la suite d'un échec scolaire).
- 16 Environ 40 % d'une classe d'âge commencent un apprentissage dans le « système dual » qui combine la fréquentation, à temps partiel, d'un établissement d'enseignement professionnel avec une formation au sein d'une entreprise, ou effectuent une formation professionnelle scolaire à temps plein de deux, trois ou quatre ans dans un établissement d'enseignement professionnel. Une minorité d'élèves faibles effectuent la dernière année de la scolarité obligatoire (d'une durée de neuf ans) dans un établissement d'orientation professionnelle, appelée « école polytechnique ». La forme la plus attractive du deuxième degré de l'enseignement secondaire est représentée par les écoles (techniques ou commerciales) supérieures (*Berufsbildende höhere Schule* : BHS) de cinq ans, qui permettent d'avoir accès tant à l'exercice d'une profession nécessitant une qualification d'un certain niveau qu'à des études supérieures dans certaines disciplines. Les élèves de ces établissements se recrutent parmi les sortants des

Mittelschulen, motivés pour continuer leur formation et disposant des capacités pour le faire, et parmi un grand nombre de lycéens quittant l'AHS après le premier cycle. Au regard de l'importance de la césure qui intervient pour nombre de lycéens et tous les élèves des *Mittelschulen* à l'âge de 14 ans, un premier cycle commun à tous les jeunes de cette tranche d'âge serait la conséquence logique, en termes d'organisation scolaire.

- 17 Dans les rapports sur les études Pisa, l'OCDE a mis en évidence de façon récurrente deux constats : premièrement, il n'y a que peu de pays dans lesquels l'origine sociale détermine de façon aussi décisive les performances et les parcours scolaires comme c'est le cas en Autriche et en Allemagne ; deuxièmement la différenciation en deux filières du premier degré de l'enseignement secondaire rend l'utilisation des personnels et des ressources si peu efficiente que l'Autriche dispose d'un des systèmes scolaires les plus coûteux, tout en générant des performances plutôt médiocres de la part des élèves (Schleicher, 2018). Néanmoins, compte tenu de la sclérose idéologique du discours en matière de politique scolaire et d'un déni de réalité largement répandu, il ne faut pas s'attendre à l'avènement d'une réforme scolaire dans un avenir prévisible.

BIBLIOGRAPHIE

- GRUBER K.H. (1973). *Untersuchungen zur Reform der Schulstruktur*. Wien : Verband der Wissenschaftlichen Gesellschaften Österreichs.
- GRUBER K.H. (2009). *Echte und Pseudo-Gesamtschulen. I: Die Deutsche Schule*, Heft 1/2009.
- INDUSTRIELLENVEREINIGUNG (2016). *Beste Bildung für Österreichs Zukunft*. Wien.
- HEITMEYER W. (2011). Rohe Bürgerlichkeit. *Die Zeit*, Ausgabe 39, 2011.
- ROBINSON S. (Hrsg) (1975). *Schulreform im gesellschaftlichen Prozess*. Band 2. Stuttgart : Klett.
- SCHLEICHER A. (2018). *World Class - How to build a 21st century school system*. Paris : OECD.
- TILLMANN K.-J. (2012). « Das Sekundarschulsystem auf dem Weg in die Zweigliedrigkeit ». *Pädagogik*, 54.Jg, Heft 5.

NOTES

1. Il n'est pas aisé de rendre ce terme en français, car il renvoie à la fois à la spécificité du système universitaire et à la stratification sociale dans l'espace germanophone au XIX^e siècle. Dans les territoires germanophones de l'époque, l'émancipation des bourgeois cultivés, sous l'influence du modèle humboldtien, passe par l'accès à l'éducation et à la culture, contrairement à la situation française où elle passe par la participation au devenir commun de la nation politique. Cf. Prokop E. (2006) « Victor Cousin, la philosophie et le sujet de l'éducation », dans Gessmann M. et Heidenreich F. (dir) : *Bildung in Deutschland und Frankreich*, Münster : Lit Verlag, p. 42-70. (NdT)

2. *Österreichische Volkspartei* (parti populaire autrichien, comparable dans ses orientations politiques au parti chrétien-démocrate allemand). C'est l'un des deux grands partis de la scène politique autrichienne depuis les années 1950. (NdT)
 3. L'Autriche est un État fédéral composé de neuf *Länder*, mais qui, contrairement aux *Länder* allemands, n'ont pas de compétence législative en matière de politique éducative.
-

INDEX

Palabras claves : sistema educativo, política educacional, sistema escolar, historia de la educación, evaluación del estudiante, orientación académica, selección

Keywords : educational system, educational policy, school system, educational history, student evaluation, educational guidance, selection

Index géographique : Autriche, Allemagne, Italie, Europe, Tyrol du Sud

Mots-clés : système éducatif, politique éducative, système scolaire, histoire de l'éducation, évaluation de l'élève, orientation scolaire, sélection

AUTEURS

KARL HEINZ GRUBER

Karl Heinz Gruber est professeur émérite en sciences de l'éducation de l'Université de Vienne (Autriche). Il a effectué plusieurs séjours de recherche d'un an à l'Université d'Oxford, dont un *Senior Visiting Research Fellowship* au St. John's College. Il a été professeur invité à la Harvard University Graduate School of Education (États-Unis) et dans les Universités d'Hiroshima et de Chiba (Japon). Il a été membre du *Governing Board* de l'OCDE-CERI, Paris, dont il a été le président pendant deux ans. Il continue d'assurer des enseignements dans les Universités de Vienne, Graz et Salzbourg et publie régulièrement des contributions sur des problématiques relatives à l'éducation et à l'école dans le quotidien autrichien *Der Standard* et l'hebdomadaire allemand *Die Zeit*. Courriel : karl.heinz.gruber[at]univie.ac.at